

# Allemagne : rupture du champ politique

vendredi 26 février 2010, par [KLEIN Angela](#) (Date de rédaction antérieure : 10 octobre 2009).

## Sommaire

- [Le SPD laisse un vide](#)
- [Succès et nouveaux défis \(...\)](#)
- [Dérive des Verts](#)
- [Les libéraux agressifs](#)
- [Le gouvernement Merkel II](#)
- [Difficile résistance des \(...\)](#)

Les partis bourgeois n'ont pas gagné les élections générales, ils y ont même perdu un peu de voix. En 2005 les chrétiens-démocrates (CDU/CSU) et les libéraux (FDP) avaient gagné 21 282 250 suffrages, en 2009 20 971 084, c'est-à-dire 311 166 voix de moins. L'Allemagne compte 80 millions d'habitants, 62 millions étaient admis au suffrage, 44 millions seulement se sont rendus aux urnes.

Mais les élections des 30 août et 27 septembre — régionales dans cinq Länder et législatives au niveau fédéral — marquent une rupture importante :

- Die Linke [1] obtient d'excellents scores et s'établit durablement comme cinquième parti dans les parlements allemands.
- La social-démocratie (SPD) retombe dans le « ghetto des 30 % » des années 1950, d'où les avait sorti le tournant droitier de Bad Godesberg.

Ces deux éléments ont pour conséquence que les majorités numériques qui pourraient permettre la constitution de gouvernements rouge-rouge-verts (c'est-à-dire Die Linke-SPD-Grünen) dans les Länder ne se traduisent pas nécessairement en majorités politiques. Dans la région de la Sarre une alternative de gouvernement a échoué parce que les Verts ont préféré l'alliance avec la démocratie chrétienne et les libéraux. En Thuringe c'était le chef du SPD qui n'a pas voulu s'allier avec Die Linke — contre la volonté de la base de son parti. Dans le Schleswig-Holstein les électeurs ont donné une majorité rouge-rouge-verte, mais du fait de la loi électorale régionale les partis du grand capital ont obtenu la majorité des sièges. En Saxe, la social-démocratie n'a pas réussi à dépasser les 10 % des votes — un désastre dans une région qui était jadis le berceau du mouvement ouvrier allemand.

C'est donc dans le seul [2] Land de Brandenburg que le premier ministre sortant du SPD, Matthias Platzeck, s'est engagé dans une coalition avec Die Linke. Ce faisant, il a réussi à lui faire accepter un programme de gouvernement qui ne contient que les positions social-libérales. Die Linke avait demandé un secteur public de l'emploi — cela « va être examiné ». Elle avait demandé plus d'emplois dans ce secteur — 5 000 emplois vont y être supprimés. Elle avait proposé l'abolition des tarifs d'entrée à l'université, ils seront préservés sous autre forme. Le programme professe son approbation du Traité de Lisbonne et prévoit la construction de nouvelles centrales thermiques au lignite. La base du parti a protesté fortement contre ce programme, mais il a été accepté sous la pression de Gregor Gysi [3] et de Lothar Bisky [4].

## **Le SPD laisse un vide**

Le résultat le plus important a été l'effondrement des votes de la social-démocratie : elle est tombée à 23 %, c'est-à-dire 9 990 488 voix — son score le plus bas depuis la fondation de la République Fédérale Allemande (RFA). Pendant onze ans le SPD était au gouvernement. En cette période il a perdu la moitié de ses électeurs et est tombé en membres au-dessous de la démocratie chrétienne (à peine 500 000 membres ; à la fin des années 1970 il en comptait un million !)

L'ère Schröder, qui s'est poursuivie dans la grande coalition, a laissé ses traces. Sa ligne politique, même si elle était en opposition ouverte au programme électoral (comme l'agenda 2010), a été décrétée du haut en bas, le contact de la direction avec les fonctionnaires intermédiaires et locaux s'est rompu, chez les députés du SPD au Bundestag il y a très peu de fonctionnaires syndicaux. Le SPD n'est plus un parti qui aide les gens simples à régler leurs problèmes, porte-parole de ceux qui restent en arrière dans la compétition globale. Les ouvriers syndiqués votent à 35 % SPD, à 21 % CDU/CSU. Chez les ouvriers non syndiqués c'est le contraire : ils votent à 35 % CDU/CSU et à 21 % SPD (au total, 24 % des ouvriers votent pour le SPD). Or, le taux de syndicalisation baisse de manière inquiétante. Au niveau sociologique, il n'est pas un parti ouvrier, la plupart de ses membres ont un titre académique. La majorité de ses électeurs sont soit des fonctionnaires (29 %), soit des retraités (26 %).

Depuis Schröder le SPD prêche la responsabilité individuelle, moins d'État, plus de privé. Il s'est tourné vers des milieux plus aisés, qui se voient « au centre » de la société et ont plus de réserves. Il est maintenant divisé et ne sait plus s'il doit encore défendre l'État social ou le démolir. Une nouvelle génération qui lutterait pour un vrai tournant programmatique n'est pas en vue.

Le SPD laisse un grand vide. Jusqu'à la fin des années 1990 il avait contribué à structurer la société, non plus avec des associations culturelles ou sportives ou des organisations d'aide mutuelle comme avant la deuxième guerre mondiale, mais avec des réseaux d'activistes cherchant une carrière leur donnant la possibilité d'avoir accès à des prébendes, ou avec des régulations de l'État social, leur permettant de vivre, même aux chômeurs de longue durée. Le tournant vers l'agenda 2010, la prépondérance des médias dans les débats internes du parti et dans ses décisions ont fait que le SPD a perdu pied et a laissé un gouffre dans la structure politique de la société.

## **Succès et nouveaux défis pour Die Linke**

Die Linke ne remplit pas ce vide. Elle n'a gagné qu'un sixième des voix perdues par le SPD. Elle n'a pas fait irruption dans le camp des abstentionnistes, au contraire, elle a perdu 350 000 suffrages parmi eux. En dépit de cela, elle a gagné 5 millions de voix et a obtenu plus de 5 % dans tous les Länder, y compris à l'Ouest. A l'Est elle est maintenant le premier parti au Brandebourg, le deuxième à Berlin et en Mecklenburg Vorpommern — deux Länder, qui ont connu un gouvernement à participation de Die Linke, faut-il remarquer.

Mais, au moins à l'Ouest, c'est un parti électoral, avec une certaine audience dans les syndicats, chez les étudiants et dans l'intelligentsia, mais sans ancrage réel dans les quartiers et les entreprises. Le défi pour Die Linke est double : construire cet ancrage est en même temps donner une vision claire d'une société non capitaliste et écologique. Il y a des déficits sur ces deux champs.

Les élections en Rhénanie du nord Westphalie (NRW), en mai 2010, constitueront pour elle le grand défi. Si elle arrive à faire son entrée dans le parlement du Land le plus peuplé (il compte à lui seul 18 millions d'habitants) cela signifiera encore une fois un grand bond en avant. La fédération de

NRW est, à côté de Brème, celle qui est le plus à gauche. La droite y est ultra-minoritaire et les deux courants de gauche — la Gauche Anticapitaliste et la Gauche Socialiste — la dominant. Elle vient de tenir un congrès où elle a voté le programme pour les prochaines élections. Elle y demande, entre autres, la socialisation du secteur de l'énergie (une des principales industries dans la région), la semaine des 30 heures à salaire égal, à commencer par le secteur public, un plat de midi gratuit dans toutes les écoles et crèches, un ticket social de mobilité pour toute la région, une démilitarisation des entreprises, la socialisation d'Opel et sa transformation dans une entreprise de mobilité écologique. Oskar Lafontaine s'est adressé aux délégués avec une critique implicite du programme de coalition en Brandebourg. « *Un démontage d'emplois dans le secteur public devrait être tabou* », a-t-il dit. Le congrès a même voté un ajout au programme, qui se démarque implicitement mais clairement du cours en Brandebourg.

Il y a aussi des risques. Plus le parti grandit en nombre, plus les nouveaux membres sont des gens sans expérience politique, ou pire, avec les habitudes de la social-démocratie. Les élections municipales de la fin août ont absorbé un grand nombre d'activistes, qui siègent maintenant dans les parlements municipaux et manquent pour la construction du parti. Le poids de la routine quotidienne risque de pousser le parti vers la droite.

### **Dérive des Verts**

Le tournant des Verts vers des coalitions avec les partis du grand capital semble devoir être durable. Les Verts sont le parti avec la plus haute proportion d'académiciens, leur programme pour un New Green Deal mise sur la collaboration et la persuasion des entreprises privées. La CDU a saisi cette opportunité en faisant des concessions, qu'elle n'aurait jamais acceptées auparavant :

- elle a concédé l'abolition des tarifs d'entrée à l'université qu'elle avait elle-même introduite pendant la période législative précédente ;
- elle a accepté des vraies écoles à temps complet (ce qu'elle a toujours refusé pour des raisons idéologiques) ;
- des énergies renouvelables seront promues, mais des nouvelles centrales à base de charbon seront construites, avec un plafond de 500 MW par centrale.

Ce n'est pas la première fois que les Verts expérimentent avec une telle coalition (appelée « Jamaïque » à cause de ses couleurs : noir, jaune, vert). Elles existent déjà au niveau local et régional, comme à Hambourg, où les Verts ont payé un prix fort en approuvant la construction d'une centrale de charbon d'une puissance de 1600 MW.

### **Les libéraux agressifs**

La campagne électorale des libéraux a été très agressive, cela leur a valu 1,1 million de votes des chrétiens-démocrates. Leurs slogans préférés étaient : une réforme radicale du système d'impôt, en en réduisant fortement la progression ; une contribution forfaitaire (donc la même pour le banquier comme pour la femme de ménage) à la sécurité sociale ; une baisse de la protection contre les licenciements ; et surtout plus de subventions pour les entreprises en difficulté financière.

A cause de cela les syndicats et la social-démocratie ont mené une campagne contre « la coalition du froid social » en suscitant l'attente d'attaques frontales radicales dès le début. Or, le nouveau gouvernement ne commence pas par des attaques frontales, mais par des petits pas, qui risquent de

ne pas rencontrer suffisamment de résistance et donc d'ouvrir la porte à des attaques plus grandes.

Les buts des libéraux se heurtent évidemment à la crise et au déficit fiscal. Mais de plus la CDU/CSU veut se doter d'une image « sociale et démocrate » et faire concurrence à ce niveau au SPD. Angela Merkel a appris la leçon : en 2005 elle avait mené une campagne électorale ultralibérale... et perdit son pari. Son score ne suffisait pas pour un gouvernement bourgeois, elle fut contrainte de former une grande coalition avec le SPD. Là, elle a changé de cap et a commencé à soigner une image sociale, dont les frais se sont reportés sur le SPD. La démocratie chrétienne reste un vrai parti populaire, qui continue à attirer les suffrages de 26 % des travailleurs, et même de 35 % des travailleurs non organisés. Elle a une aile sociale et une aile libérale. La crise va aiguïser les conflits en son sein.

## Le gouvernement Merkel II

Le programme de gouvernement porte la marque de la CDU/CSU. Les propos antisociaux des libéraux ont été rejetés, la réforme fiscale est reportée à 2013. A part cela, c'est un document de perplexité : le nouveau gouvernement ne sait pas, comment gérer la crise, qu'il sous-estime d'ailleurs complètement. Son seul espoir c'est le retour de la croissance, de préférence dès l'année prochaine. En vu de cela il a même décidé un prolongement de l'allocation du chômage partiel. L'aide aux entreprises en difficultés va par contre probablement être réduite.

L'affaire Opel — que General Motors (GM) a décidé de ne pas céder au consortium formé par la banque russe Sberbank et l'équipementier Magna [5] — déconsidère les efforts de plusieurs gouvernements (au niveau fédéral comme au niveau régional) pour céder Opel à un sous-traitant autrichien et une banque russe. Cela crée dans l'opinion publique un climat défavorable à des subventions pour les entreprises. Le cas d'Opel peut tourner en un vrai désastre : GM annonce 10 000 licenciements en Allemagne, 50 000 dans toute l'Europe, et la fermeture des usines de Bochum et Eisenach en Allemagne, ainsi que de celle d'Anvers en Belgique (En Allemagne Opel compte 25 000 salariés dans quatre établissements : Rüsselsheim et Kaiserlautern en plus des deux mentionnés).

Les travailleurs d'Opel auraient toutes les chances d'organiser une résistance à l'échelle européenne et mettre en échec les plans de GM, voire de prendre l'initiative pour une reconversion de la production dans un sens écologique. En Rhénanie du nord Westphalie, Die Linke demande la nationalisation d'Opel et sa transformation en une entreprise de mobilité écologique. Dans l'état actuel des rapports de forces ce projet a peu de chances d'aboutir, mais il est clair qu'une défaite des travailleurs d'Opel aura de graves conséquences pour la lutte de classes.

Le gouvernement veut subventionner seulement une concentration ultérieure du capital dans les banques comme dans l'industrie « pour faire face à la concurrence ». Ce mouvement de concentration est en cours : la moitié des entreprises industrielles sont atteintes par la crise, la métallurgie est la plus fortement touchée avec 70 % des usines en difficulté ; 20 % luttent contre la fermeture. Le syndicat des métallurgistes IG Metall estime qu'en Baden-Württemberg un tiers des usines métallurgiques pourraient être fermées. On trouve la même situation dans l'imprimerie et chez les médias imprimés. La crise a aussi affecté les chaînes des grands magasins : Karstadt, un magasin de haut niveau, veut fermer 11 établissements, d'autres comme Woolworth ou Hertie ont déjà fermé. Une vague de concentration des banques régionales est attendue ; là c'est surtout la Commission européenne qui pousse à leur vente et privatisation.

Le gouvernement, tout en décrétant des mesures d'austérité dans la santé, les systèmes de retraites et de gestion du chômage, emprunte à un niveau record : 86 milliards d'euros pour 2010. Pour 2009

il a signalé à Bruxelles un déficit fiscal de 3,7 % du PIB ; pour 2010 un déficit de 6 % du PIB se dessine. L'Allemagne a rejoint maintenant les pays de l'Union européenne (UE) ne respectant pas le pacte de stabilité — ils sont déjà vingt sur les vingt sept pays membres. Toutefois, le nouveau ministre des finances promet un redressement du budget jusqu'en 2013.

Les premières mesures ont déjà été annoncées. L'assurance vieillesse sera accompagné d'un deuxième pilier privé ; la cotisation patronale pour la sécu sera plafonnée au niveau actuel, alors que les cotisations des salarié(e)s et de retraité(e)s vont augmenter. Les retraites seront bloquées au moins pendant 5 ou 6 ans (la grande coalition avait passé une loi interdisant de les baisser). Le secteur précaire sera étendu. L'agence pour le travail, qui avait été restructurée de fond en comble avec les lois Hartz, sera à nouveau réformée. La démocratie chrétienne soutient le modèle britannique : les soins des personnes non intégré(e)s dans le marché du travail doivent être pris en charge par les municipalités... qui n'ont pas un budget pour cela.

La politique climatique — dont Angela Merkel prétend être le fer de lancement — est une farce. Alors que le gouvernement s'engage à baisser de 80 % les émissions de CO<sub>2</sub> jusqu'en 2050, il lance la construction de nouvelles centrales au charbon qui devront enterrer leur anhydride carbonique (une technique qui n'est pas encore élaborée, ni expérimentée). Les énergies renouvelables doivent avoir priorité, mais en même temps la fermeture des centrales nucléaires, en fin d'activité, sera reportée à plus tard.

L'impression qui domine, c'est que le gouvernement ne sait pas définir les priorités dans ce domaine, qu'il veut tout à la fois le nucléaire, le charbon, le gaz de Russie, le pétrole de l'Asie Centrale, le solaire du Sahara, l'éolien de Norvège, etc. Cela, alors que l'Allemagne est déjà un exportateur d'énergie...

### **Difficile résistance des travailleurs**

La réponse des syndicats à ce programme de sauvetage du grand capital est tout à fait inadéquate. Le soir des élections, le chef de la confédération syndicale DGB, Michael Sommer, et celui de l'IG Metall, Berthold Huber, ont exprimé l'espoir que l'aile sociale de la démocratie chrétienne veillera à ce que le pire ne se produise pas. L'Opel est un bon exemple de l'orientation majoritaire de l'IG Metall : elle mise sur les subventions étatiques pour sauvegarder la « substance industrielle ». Alors que la multinationale GM méprise la décision du gouvernement allemand, le syndicat réagit avec manifestations et grèves d'avertissement sans stratégie de lutte. Car une telle stratégie dans la situation actuelle n'est possible qu'en allant au-delà des raisonnements capitalistes. Pour obtenir le rachat d'Opel par Magna et la Sberbank, les ouvriers d'Opel ont renoncé à quelques millions de salaires par an, en contrepartie de 10 % des actions, suivant le modèle américain. Maintenant GM demande de bénéficier de la même concession. Huber a laissé entendre que les syndicats ne demanderaient pas des augmentations de salaires au delà d'une compensation de l'inflation. Les patrons ont tout de suite fait savoir que cela leur paraissait irresponsable et qu'ils misent sur le blocage des salaires en 2010.

Le principal syndicat des employés, Ver.di, poursuit un débat plus politique. Il demande un programme d'investissements de 40 milliards d'euros pour créer de nouveaux emplois dans le secteur public, revendique un salaire légal minimum (qui n'existe toujours pas en Allemagne), une plus longue durée de l'allocation chômage (actuellement un an) et la réintroduction de l'impôt sur les patrimoines. Toutefois il existe un grand fossé entre les discours et les résultats dans les conventions collectives.

La résistance à la crise dépend de la capacité des syndicats d'organiser les luttes. La confédération

syndicale (DGB) a aujourd'hui 6,4 millions de membres (il y a 38 millions de salariés). Le niveau de syndicalisation reste élevé dans les grandes industries de l'automobile et de la chimie, mais il est faible dans la petite et moyenne industrie et, surtout, dans les services privés (en forte croissance du fait de l'extériorisation de ces services par les grandes entreprises), où le syndicat est interdit. Le mécontentement est très fort face à la politique conduite par les directions syndicales et les effectifs des syndicats continuent à baisser. Mais il n'y a pas de culture de luttes spontanées et il est très rare que les équipes syndicales en fasse démarrer..

Des courants minoritaires dans les syndicats demandent qu'ils soient porteurs de la lutte sociale dans le sens large du terme et d'une perspective anticapitaliste :

- Au sein de l'IG Metall, un petit courant (sous la direction de Hans Jürgen Urban, membre de la direction) a repris les vieilles idées sociales-démocrates des années 1920 : il demande une démocratie économique et une plus forte régulation du marché. Le handicap d'une telle orientation, c'est qu'elle ne prépare pas une confrontation avec le capital mais, qu'au contraire, elle est fondée sur l'approbation du patronat dans le cadre d'un nouveau compromis.

- Un courant plus radical dans Ver.di et IG Metall demande la nationalisation des industries-clés et une réduction radicale du temps de travail. S'il a une petite influence dans des entreprises, il reste très minoritaire.

- Chez Opel, un noyau radical — Gegenwehr ohne Grenzen (GOG, Résistance sans frontières) — existe seulement dans l'usine de Bochum. La GOG demande que les travailleurs votent sur les concessions des syndicats dans les négociations — et appelle à voter contre — mais elle ne propose aucune alternative au-delà ; les autres salariés n'ont pas l'habitude ni l'expérience d'une confrontation avec le patronat et ne savent pas définir un objet de lutte autre que la préservation de leur emploi et de leur salaire.

Toutefois, cette année des exemples d'occupation d'usine et de conversion de la production ont eu lieu dans des petites entreprises et ces expériences n'ont pas été un échec. Par ailleurs une lutte importante des étudiants est en cours contre les réformes de Bologne, le manque de liberté dans les études et les tarifs d'entrée aux universités. A la mi-novembre dans plus d'une dizaine de villes les facultés sont occupées, suivant l'exemple de leurs camarades autrichiens. C'est le SDS, une organisation étudiante liée à Die Linke, mais formellement indépendante — la plupart de ses membres ne sont pas membres du parti —, qui joue le premier rôle dans l'organisation de cette lutte.

Enfin, un réseau de comités locaux contre la crise prépare une nouvelle manifestation nationale au printemps prochain. Toutefois les activités locales sont encore très faibles. Die Linke aura une grande responsabilité dans l'encouragement et l'organisation de luttes locales et nationales.

## **Angela Klein**

---

### **P.-S.**

\* Paru dans Inprecor N° 555, novembre 2009.

\* Angela Klein est membre de la direction de internationale sozialistische linke (isl, gauche socialiste internationale, une des deux fractions publiques de la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale), militante de Die Linke et rédactrice du mensuel Sozialistische Zeitung.

---

## Notes

[1] Die Linke (La Gauche) apparaît en tant que coalition électorale du Parti du socialisme démocratique (PDS, ex-SED — le parti d'État de République démocratique allemande) et de l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG, issue des courants ) pour les législatives de 2005, où elle obtient 8,7 % des suffrages (54 sièges au Bundestag). Son congrès fondateur — unification du PDS (devenu entre-temps Linkspartei-PDS) et du WASG — a eu lieu en juin 2007. Aux législatives du 27 septembre 2009 Die Linke obtint 11,9 % des suffrages et 76 député(e)s au Bundestag.

[2] Die Linke gère également, en coalition et sous la houlette du SPD, le Land de Berlin depuis 2001, acceptant une politique de gestion néolibérale.

[3] Gregor Gysi, né à Berlin en 1948 dans une famille de hauts dignitaires (son père, Klaus Gysi, fut ministre de la Culture de 1966 à 1973), est rentré en 1967 au Parti socialiste unifié (SED), au pouvoir en République démocratique allemande. Avocat, il a défendu des dissidents au cours des années 1970 et 1980 (en particulier Rudolf Bahro, Robert Havemann, Ulrike Poppe et Bärbel Bohley). A la fin des années 1980 il fait le choix de Gorbatchev contre la direction conservatrice du SED. En 1989, avec d'autres juristes, il a présenté un projet de loi autorisant les manifestations et fut un des orateurs à la manifestation historique du 4 novembre. Il a joué un rôle dirigeant dans la transformation du SED en Parti du socialisme démocratique (PDS), a été élu député au dernier parlement de la RDA (Volkskammer) puis au Bundestag. Bärbel Bohley l'a accusé d'avoir été un collaborateur de la police politique est-allemande (Stasi) de 1978 à 1989 sous le nom « IM Notar » et il a été condamné en 1998 à une amende de 8 000 Deutsche Marks, malgré ses dénégations. Réélu au Bundestag après cette condamnation en 1998. Dans le land de Berlin, il a été un des piliers de la coalition SPD-PDS qui remporta les élections en 2001 et il devint responsable de l'exécutif berlinois pour les affaires économiques, du travail et des femmes, qu'il a quitté en 2002 après un scandale sur l'emploi des « bonus miles » aériens, dont il bénéficiait en tant que député du Bundestag. Après avoir longtemps dirigé le PDS, puis le groupe parlementaire de ce parti au Bundestag, Gysi reste une des principales personnalités de Die Linke.

[4] Lothar Bisky, né en 1941 en Poméranie (aujourd'hui polonaise), établi avec ses parents en Allemagne fédérale après la guerre, a choisi la RDA à l'âge de 18 ans et a adhéré au SED en 1963. Il a été informateur de la Stasi sous les noms de code de « Bienert » (depuis 1966) et « Klaus Heine » (depuis 1987). Élu au dernier parlement de la RDA et 1990, il est membre du Landtag (parlement régional) de Brandenburg depuis 1990. Il a présidé le PDS de 1993 à 2000 (où il a été mis en minorité pour son soutien à l'intervention militaire en ex-Yougoslavie) et est considéré comme le plus proche collaborateur de Gregor Gysi. Co-président de Die Linke depuis 2007, président du Parti de la Gauche européenne, il dirige également le quotidien Neues Deutschland. Il est favorable à un gouvernement de coalition avec le SPD.

[5] Cf. Jean-Claude Vessillier, [General Motors : la faillite d'une industrie](#)